

# De rudes négociations ont débuté dans l'enseignement

**Les négociations sectorielles concernant l'enseignement ont débuté hier. Le contexte budgétaire est difficile, mais les revendications des syndicats, elles, restent fermes.**

**ALICE DULCZEWSKI (ST.)**

Le sort des enseignants de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) a commencé à être débattu. Entamées hier, les négociations sectorielles rassembleront jusque fin mai les syndicats, le gouvernement de la FWB et les fédérations de pouvoirs organisateurs.

Ces négociations ont donc trois mois pour aboutir à un accord qui sera ensuite présenté aux instances syndicales pour validation. A ce moment-là, confie Eugène Ernst, de la CSC-Enseignement, « nous espérons leur présenter des propositions concrètes avalisées par le gouvernement ».

Les négociations s'annoncent pourtant difficiles. La Fédération Wallonie-Bruxelles doit en effet faire face à d'importantes coupes budgétaires – néanmoins difficiles à estimer. Son gouvernement l'annonce dès lors, il est actuellement impossible d'avancer quoi que ce soit sur des mesures budgétaires.

## Mesures compensatoires

Pourtant, les syndicats de l'enseignement, réunis autour de revendications communes, ne perdent pas de

vue leurs objectifs. Ils exigent des mesures compensatoires face à celles du gouvernement fédéral. Eugène Ernst déclare ainsi que « le personnel a été très touché par ces mesures d'austérité. Particulièrement celles du saut d'index, du recul de l'âge de la retraite et de la suppression de l'interruption de carrière sans motif. On demande donc à la FWB d'y apporter des corrections ».

A la question de savoir s'il s'agit bien de la responsabilité de la Fédération Wallonie-Bruxelles de « corriger » la politique fédérale, Eugène Ernst est catégorique : « bien-sûr, c'est son devoir ». Il va même plus loin, en ajoutant que « les mesures d'austérité décrétées par le Fédéral profitent d'une certaine manière à la FWB. Par exemple, le saut d'index est pour elle une économie faite sur le dos du personnel ».

Une voie de convergences se dessine néanmoins autour des propositions de mesures qualitatives. C'est-à-dire celles visant à améliorer les conditions de travail du personnel au niveau pratique. Il s'agit dès lors, par exemple, de « stabiliser au plus vite les carrières, mieux les valoriser ou encore être dans une perspective de formation continue », rapporte Eugène Ernst.

Un accord sur ce point est déjà plus envisageable car, explique-t-il, « ces mesures ne comportent pas nécessairement de dépenses ». Le gouvernement de la FWB a même déjà tendu la main dans ce sens. Le porte-parole de la ministre de

l'Education Joëlle Milquet a affirmé qu'ils seront « attentifs aux propositions de mesures qualitatives ».

## Enjeux sociétaux

Les syndicats insistent néanmoins sur l'importance de toutes leurs revendications. Contexte budgétaire difficile ou non, ils soulignent les enjeux sociétaux que l'enseignement représente. « Il existe des liens étroits entre les conditions de travail du personnel et l'apprentissage des élèves », assure Eugène Ernst. Il en conclut qu'« il est donc essentiel de veiller à l'amélioration des conditions de travail du personnel ».

**« Le personnel a été très touché par les mesures d'austérité au niveau fédéral. »**

**EUGENE ERNST**

CSC-ENSEIGNEMENT